

LA CROIX

BIMENSUEL CATHOLIQUE D'INFORMATION DU DAHOMEY

26e année - Numéro 379

Octobre 1972 - 25 Francs CFA

TELLE EST LA VÉRITÉ

Depuis plus d'un an, une campagne d'intoxication systématique est menée contre l'Episcopat, les prêtres, les religieux et les religieuses tendant à les dénigrer en ce qui concerne la rémunération des enseignants des écoles primaires catholiques. Malgré les informations précises et claires parues dans "La Croix du Dahomey" n°s 371 - 373 - 375 - 376 - 377 - 378 sur cette affaire, la situation n'a fait qu'empirer. Les réunions répétées des parents d'élèves et même des fidèles de certaines paroisses n'y firent pas grand'chose. Et parmi les auteurs de démarches diffamatoires se trouvent beaucoup de ces maîtres que l'Episcopat a toujours mis un point d'honneur à défendre. Des catholiques ne comprenant rien à l'affaire se sont lancés corps et âme dans l'arène et se font les hérauts de ceux qu'ils présentent "spoliés par les prêtres".

Les salaires

Que les enseignants des écoles catholiques réclament un salaire plus substantiel, c'est leur droit et c'est fort légitime. Mais aussi chaque fois que l'Episcopat pouvait faire quelque chose en ce sens il n'hésitait pas à le faire. C'est ainsi qu'il n'a pas attendu la révolte des enseignants des écoles catholiques pour obtenir en 1959 sur la requête du Représentant Territorial des Ecoles Catholiques du Dahomey avec le soutien de l'actuel Chef de l'Etat, alors Conseiller Général de l'A.O.E., le décret du 13 mars accordant au personnel de l'Enseignement Privé autorisé, une subvention égale aux 60 % du montant des soldes complètes du personnel de même catégorie appartenant à l'Enseignement public. Cette situation sans donner entière satisfaction constituait déjà une réelle amélioration sur le passé.

C'est en 1965, que commencèrent les graves difficultés financières à la suite des mesures d'austérité et de l'application de la nouvelle réglementation :

- blocage des subventions,
- abandon par l'Etat à la seule charge de l'Enseignement privé des cotisations pour la Caisse de Compensation des Prestations familiales,
- rénovation du personnel,
- succès des maîtres aux examens professionnelles entraînant amélioration de salaire et augmentation de charges sociales.

La situation financière devenant de plus en plus grave, les évêques devaient signifier en 1966 au Chef du Gouvernement qu'ils ne pouvaient plus maintenir l'Ecole catholique. On fit tout pour empêcher qu'une décision fut prise pour corriger cette situation.

(Suite en page 4)

NECESSITE D'UNE RENOVATION DE LA POLITIQUE FRANÇAISE DE COOPERATION



M. Georges POMPIDOU Président de la République française

Février 1971 : Mauritanie, Sénégal, Côte d'Ivoire, Cameroun, Gabon. Pour ce premier contact, le Président Pompidou précisait ainsi l'idée qu'il se faisait de cette tournée africaine : "Ce voyage apparaît comme la conclusion normale de dix années d'indépendance, indépendance voulue par la France et à la construction de laquelle nous avons participé".

Choix délibéré

C'est un choix délibéré qu'il avait fait en visitant ces cinq pays. Il a retenu des Etats qui ont opté pour un régime libéral et qui ont obtenu de bons résultats. Deux avantages de ce choix. Primo, montrer à d'autres pays africains qu'ils se sont trompés, secundo mettre "fin définitivement en France à la querelle de la coopération". Car, après avoir constaté des réussites, le chef de l'Etat français "pense que personne n'osera présenter la coopération comme une sorte d'aide jetée en pure perte et représentant en quelque sorte un gaspillage de deniers publics". Sans omettre le fait que "la coopération est profitable aux pays avec lesquels nous coopérons mais elle présente également un certain nombre d'avantages pour la France. Il est peu de cas où la loi morale et

l'intérêt bien entendu coïncident aussi parfaitement".

Randonnée de janvier 1972

Puis ce fut la randonnée de janvier 1972 au cours de laquelle, au Tchad et au Niger, M. Pompidou fit longuement et abondamment l'éloge de la coopération entre la France et ses anciennes colonies au Sud du Sahara. Normalement, le système, concrétisé par des accords bilatéraux, renforcé par d'importantes institutions en particulier sur le plan monétaire, ne devrait pas être remis en cause dans un avenir immédiat. Or, le voilà contesté.

A Madagascar, la révision des accords avec l'ancienne métropole fait partie des revendications fondamentales du vaste mouvement populaire qui a modifié les structures et les orientations du gouvernement malgache. Trois Etats ont expressément demandé la révision de leurs accords avec la France. M. Hamani Diori, président de la République du Niger, en janvier dernier avait évoqué la question avec le président de la République française. M. Diori avait insisté sur les problèmes monétaires. Il a mentionné également le désir de ses collègues

(Suite en page 6)



LE SACRE DE NAPOLEON

Napoléon se fâcha contre le Pape et se fit sacrer roi des écoles catholiques... Voilà la réflexion qu'évoqua dans ma tête la communiqué de presse de ce jeudi soir où le Ministre de l'Information par intérim annonçait la décision prise par le Conseil des Ministres à l'effet de confier la gestion des écoles privées catholiques à des conseils d'administration relevant de l'autorité du gouvernement. Inutile de vous dire que d'une réflexion à l'autre, je n'ai pas manqué de penser aussi à Henri VIII dans ses démêlés avec le Saint Siège à propos d'une affaire de divorce. Au Dahomey Anne Isidore était bien à sa place au milieu du corps enseignant tandis que Cathérine d'Aragon personnifiait bien la Conférence épiscopale dans son rôle de femme répudiée. Comme dans la plupart des cas où l'on ne rate aucune occasion d'aller chercher la paille au lieu de trouver dans l'œil du voisin pour faire oublier les ordures qui s'amoncellent devant sa propre maison, on en a dit et raconté sur la vie privée des membres du Clergé. Après tout, n'est-ce pas le meilleur sujet de prédilection pour ceux qui cherchent vainement à justifier le cas de leur "conscience irrémédiablement erronée" ? Faut-il de pouvoir attribuer des maîtresses au Bon Dieu, ils s'en vont jusqu'à supposer des enfants aux prêtres dans les quartiers des villes et des villages. Et pour entretenir tout ce monde fictif leur logique prévoit naturellement que le curé régnait sur les subventions de l'Etat, sur les contributions scolaires, sur les revenus des quêtes et des offrandes et que sais-je encore ?

Bien entendu, on ne saura ni trouver meilleur exutoire au mécontentement et à la frustration de ces maîtres qui n'ont plus leur place dans une maison d'éducation mais qui y végètent faute d'avoir trouvé mieux ailleurs. La polygamie, la promiscuité,

(Suite en page 2)

LA PAROISSE ST MICHEL EN LIESSE

Commencée il y a 20 ans, l'église Saint Michel a été consacrée et inaugurée le dimanche 1er octobre 1972. La cérémonie à elle seule, soulève déjà l'enthousiasme des paroissiens. Et comme par enchantement elle se situe au cœur de deux festivités non moins attendues : l'ordination sacerdotale de l'abbé René-Marie Ehouzou et la première messe épiscopale de Mgr Sastre dans la paroisse dont hier encore il fut le curé. Ces deux événements ont donné le ton à la grande cérémonie haute en couleurs.

Ordination

Le samedi 30 septembre 1972, alors que les ouvriers s'évertuaient à achever ce qui reste de gros travaux pour la finition de l'église, la première ordination sacerdotale a eu lieu dans la paroisse à eu pour cadre les splendides décors de ce nouveau sanctuaire.

Dès 15 h 30, un imposant cortège

dominé par des bannières, animé par chants et fanfare, conduit de sa maison familiale à l'église, l'abbé René-Marie Ehouzou. C'est par ovations que le peuple de Dieu a accueilli le nouveau pasteur qui va lui être donné. Et quelques instants après, Mgr. Sastre assisté des RR. PP. Adjahoun, curé de St Michel et Ackpo, Moïse recteur du Séminaire St Gall, a conféré au nouvel élu le sacerdoce ministériel. Le tout devant papa et maman Ehouzou dont l'émotion visible à laisser couler des larmes de joie quand surtout leur fils est allé les embrasser après son ordination.

L'émouvante cérémonie s'est déroulée sous la présidence de Mgr l'archevêque de Cotonou avec à ses côtés Mgr Monsah, des prêtres, des religieuses. La grande et belle église était pleine à claquer.

La grandiose cérémonie terminée, les fidèles se sont retrouvés de 22h à 10h, sous la présidence de Mgr Adimou pour une veillée de prière afin d'implorer l'assistance des Saints Thadée et Charles Louanga dont les reliques seront scellées dans l'autel.

(Suite en page 3)

CIVILISATION DE LA FEMME DANS LA TRADITION AFRICAINE

Abidjan, la ville ivoirienne a accueilli dans la joie et la disponibilité, le premier colloque tenu par les femmes d'Afrique et organisé par la SAC (Société africaine de Culture) sur la "Civilisation de la femme dans la tradition africaine".

Des déléguées - de Côte d'Ivoire, du Kenya, de la République du Zaïre, du Tchad, du Gabon, de la Haute Volta, du Sénégal, du Libéria, du Cameroun, du Togo, du Nigeria, de l'Ouganda, du Dahomey - ont su par la valeur de leurs communications et la dignité de leur comportement mériter une fois de plus, la profonde estime que l'Afrique leur porte.

Logées à la cité universitaire, les déléguées travaillèrent sans relâche dans les locaux de l'Université, du lundi 3 au samedi 8 juillet. Seule la journée du vendredi 7 juillet fut réservée à la Côte d'Ivoire. Cette journée fut très attendue de tous et de toutes peut apparaître comme destinée à la détente. En fait il s'agissait de montrer aux déléguées quelques unes des réalisations économiques, culturelles



Mme C.S.
HOUETO
du
DAHOMÉY

et sociales de la Côte d'Ivoire. C'est pour cela que l'association des femmes ivoiriennes a organisé pour la journée un programme assez significatif.

Ensuite un bureau et quatre commissions ont été constituées en fonction des axes du colloque. A savoir, les commissions culturelle et religieuse-économique - sociale - politique.

Les communications (une vingtaine) furent lues et étudiées en séance plénière et en commissions puis résumées sous forme de rapports de synthèse.

SIRUS

(Suite de la première page)

L'alcoolisme invétéré ayant déjà remplacé chez certains tout sens de l'honneur et de la dignité, il ne leur resta plus qu'à écla-bousser sur leur passage tout ce qui peut encore représenter l'ordre et la droiture.

Je ne suis ni du Clergé, ni du corps enseignant mais j'ai appris à lire à l'école. J'ai donc eu à lire attentivement le règlement intérieur qui était proposé aux maîtres de l'enseignement privé catholique. Je n'y ai rien trouvé de contraignant ni d'humiliant pour des éducateurs. Du reste, il y était demandé à ces maîtres d'accepter un minimum de principes directeurs afin de mieux jouer leur rôle de formateurs. La ligne de conduite qu'on leur proposait ainsi a toujours été celle que j'ai connue chez ces grands apôtres qui furent mes maîtres. Il est vrai qu'à l'époque c'était vraiment de l'apostolat laïc. Ceux qui en ont fait l'expérience se souviendront des temps héroïques où le Maître - Sacristain - Enfant de cœur se muait tout aussi facilement en ouvrier pour aider le curé à construire les paillasses qui ser-

Les titres des communications pour raient donner une idée du Colloque...

Nigeria : Rôle économique de la femme dans la société africaine traditionnelle par Dr. Bolanle Awe. Rôle de la femme dans l'éducation par Mme Bukunola Osibodu.

Dahomey : La femme source de vie dans l'Afrique traditionnelle par Mme Houéto Colette.

Togo : Vers la révolution culturelle de la femme noire par Mme Sivomwey.

Côte d'Ivoire : Les femmes et la médecine traditionnelle par Mlle Loba.

Le rôle politique de la femme dans l'Afrique traditionnelle par Mme Josephine Dikébié.

Gabon : Initiative et pouvoir créateur de la femme par Mme Mzao Mibika Jeanne et Mme Abeng.

(Suite en page 3)

vaient de salles de classes. Leur dévouement était à toute épreuve et malgré leur extrême pauvreté, ils étaient respectés et admirés de tout le monde. Leur intégrité et leur savoir les incitaient tout naturellement pour assumer le rôle de conseillers et de représentants de leurs communautés. Les résultats des divers examens donnaient les meilleures places à leurs candidats et ils ne s'en glorifiaient guère. Mais tout cela était trop beau pour durer... Le monde évolue et la devise aujourd'hui est bien celle-ci : "Primum vivere, deinde philosophari". Après tout, les églises et les cathédrales aussi au Dahomey ne sont-elles pas devenues plus belles et plus lumineuses qu'autrefois ? La querelle enseignants - clergé se ramène peut-être à une crise de l'environnement ? Ce luxe éclatant dont le Clergé s'efforce parfois de revêtir les lieux de culte a pu faire croire aux enseignants qu'ils pouvaient également participer au festin. Parlant de festin, les amis de Kovacs n'ont-ils pas donné le ton en excitant l'appétit de nos compatriotes saouls dans leurs salaires depuis 1966 ? En tout état de cause, soit disant dans l'intérêt des écoliers et des parents d'élèves n'aura pas résolu le problème de fond. Dans son rôle de "médiateur", il aura sapé une autorité à laquelle nous devons après tout, les premières écoles de ce pays. - Mais ne semble-t-il pas que déjà les nouvelles amours de Napoléon ou d'Henri VIII n'auront duré que le temps d'une rose l'espace d'un matin ?

Espérons, en tout cas, qu'une fois débarrassés des faux problèmes et des errements du "Système", le Clergé et le Corps enseignant trouveront un modus vivendi scellé dans un esprit de tolérance et de compréhension mutuelle. Peut-être qu'ainsi "Napoléon" saura laisser à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu. Sirus dit.

Lisez
et
faites
lire
le
journal
"LA
CROIX
du
D
A
H
O
M
E
Y"

Merci.

les livres
les plus utiles
pour tous!
LAROUSSE



PETIT LAROUSSE 1973
PETIT LAROUSSE EN COULEURS
PETIT DICTIONNAIRE MODERNE

pour tout savoir...

pour parler parfaitement le français

DICTIONNAIRE DU FRANÇAIS CONTEMPORAIN
SPÉCIAL ENSEIGNEMENT avec un livret méthodologique gratuit

collection
DICTIONNAIRES DE POCHE DE LA LANGUE FRANÇAISE
4 volumes : analogique - difficultés - étymologique - synonymes

DICTIONNAIRES MODERNES

3 volumes : allemand - anglais - espagnol

NOUVEAUX LAROUSSE BILINGUES

2 volumes : anglais - espagnol

CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

en classe, au bureau, à la maison

LAROUSSE VOUS EN DIT TOUJOURS PLUS

CIVILISATION DE LA FEMME DANS LA TRADITION AFRICAINE

(Suite de la page 2)

Le rôle de la Femme dans la pratique du droit coutumier par Mme Mombet.

France : La tradition africaine dans les Amériques et la civilisation de la femme par M. Roger Bastide.

Haute Volta : Contribution du génie de la femme à la Civilisation négro-africaine par Mme Jacqueline Ki-Zerbo.

Kenya : Les femmes rurales dans les transformations socio-politiques par le Dr. Mutiso.

Tchad : L'autorité de la femme dans la gestion de la vie familiale et sociale par Mme Sissoko.

Sénégal : Le matriarcat par Mme Sigo Sow.

La République du Zaïre : Le rôle religieux et la civilisation de la femme.

Pourquoi ces communications, pourquoi ce colloque ?

Lorsqu'on parle de civilisation de la femme, de quoi s'agit-il ? S'agit-il de cet attrait romantique, fantaisiste ou exotique que l'on retrouve dans l'idée qui a résidé à la classification des civilisations noires en six ?

- Civilisation de l'Arc, des clairières, des greniers, de la lance, des cités, des industries ? Ou bien s'agit-il de la civilisation de la femme par opposition à une autre ? A celle de l'homme par exemple ? On serait tenté dans ce cas de construire de nouveaux concepts pour décrire.

- Les civilisations de l'enfant, du vieillard - du griot et pourquoi pas du lettré africain !!

Parler ici de civilisation de la femme, ce n'est pas comme on pourrait penser prendre en considération certains schémas occidentaux et vouloir se définir par rapport à des points de vue extérieurs à l'Afrique ; parler de "civilisation de la femme dans la tradition africaine", c'est reconnaître que si la civilisation est un tout complexe dont le support concret est la totalité d'un peuple qui se compose d'hommes et de femmes comportant façon complémentaire, cette civilisation, en Afrique, vit surtout grâce au dynamisme intérieur et spécial de la femme - agent de - culture. Ceci dit ce colloque a voulu être non pas une interrogation sur l'existence d'une civilisation essentiellement féminine mais un recensement objectif des valeurs culturelles traditionnelles avec lesquelles les femmes tissent l'histoire africaine et qui constituent le dépôt des traditions africaines.

C'est un peu l'idée qui anima toutes les communications et il est bon de faire ressortir l'essentiel des rapports de synthèse :

Aspect Politique

Dans la tradition négro-africaine, l'idée même de politique transcende toutes les acceptions que nous lui conférons de nos jours, l'art de gouverner une société ne s'improvisait pas. Celle-ci était une véritable école où la femme se manifestait sur tous les plans. Véritable éducatrice civique, pilier de l'organisation politique, la femme africaine a toujours su travailler aux côtés de l'homme fidèles aux exigences de la complémentarité. Il y avait interaction entre le pouvoir masculin et le pouvoir féminin...

Aspect culturel

La femme joue un rôle très important dans les domaines culturels et reli-

gieux de nos sociétés traditionnelles. Elle est avant tout une éducatrice. L'éducation qu'elle donne s'étale progressivement sur la vie depuis la période prénatale jusqu'à la phase d'initiation. Cette éducation socialise les enfants et leur donne une culture qui leur permet de se situer dans le monde communautaire, de se réaliser grâce à la santé, le travail dans la solidarité et la force morale. Elle utilise des moyens métaphysiques (religion, magie) des moyens naturels (technologie, histoire, art). L'éducation est différenciée selon qu'il s'agit d'un garçon ou d'une fille.

La femme contribue à la création de la civilisation traditionnelle et à sa transmission par le rôle important qu'elle joue dans toutes les cérémonies familiales. Elle exerce son pouvoir créateur tant dans le domaine artistique qu'économique. Son activité ne se limite pas seulement à la création des choses matérielles... elle s'étend dans le domaine spirituel. Elle entretient la joie et la solidarité dans le corps social. Dans le domaine religieux, elle est gardienne des rites et veille à l'ordonnement des cérémonies tel un chef de protocole.

Les vœux émis recommandent ici l'enseignement de la culture traditionnelle dans l'école nouvelle - la recherche d'une langue commune de communication inter-africaine et l'apprentissage de nos langues nationales dans les écoles.

Considérant qu'on ne peut parler de traditions sans ouverture sur la modernité, la commission culturelle recommande une conscience critique à l'égard de cette tradition en vue de créations de valeurs originales et modernes.

Aspect social

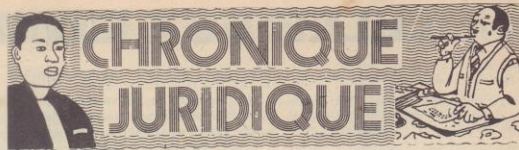
Le culte de la mère est l'un des traits pertinents de la culture négro-africaine. Le matriarcat a marqué de son empreinte presque toutes les sociétés d'Afrique noire. Il présente des aspects dynamiques sur le plan politique, économique, judiciaire, moral, médical et rituel. Les changements sociaux dus à l'influence de facteurs extérieurs intervenus dans la société africaine traditionnelle ont amené une dégradation des valeurs et des institutions féminines. La dot a été vilipendée et considérée comme la matérialisation d'un contrat d'achat. La colonisation dans son aspect négatif a freiné l'épanouissement de la femme. Un esprit de lucre s'est installé qui a contribué à dénaturer les coutumes.

Aspect économique

L'économie traditionnelle africaine s'inscrit dans le concept général de la vie sociale et humaine. La conception prédominante est celle du bien-être de la société en même temps que la recherche de son équilibre interne et externe. La complémentarité dans le travail et l'esprit d'équité dans la répartition des produits du travail favorisent ce bien-être et cet équilibre et créent l'esprit de solidarité.

Au regard de toutes ces idées, il ressort que la survie des civilisations africaines exige que la tradition continue d'être vivante... Il importe que les femmes africaines s'insèrent dans la modernité à la lumière des valeurs positives de la tradition pour contribuer de façon spéciale et originale à l'élaboration de la civilisation négro-africaine.

Il faut pour cela qu'elles conservent :
- et leur mission d'accueil de l'époux



Permis de conduire et assurance

Les véhicules se multiplient dans notre pays. Les accidents aussi. Certains des auteurs de ces accidents n'ont pas le permis de conduire ; d'autres n'ont pas d'assurance.

Le défaut de permis de conduire, au regard de la loi, n'est qu'une contravention et est par conséquent moins sévèrement puni que le défaut d'assurance qui est un délit. Les conséquences pratiques de l'une et de l'autre infraction sont importantes.

Le Code de la Route dispose que nul ne peut conduire un véhicule automobile ou un ensemble de véhicules automobiles s'il n'est titulaire et porteur d'un permis établi en son nom et correspondant à la catégorie de véhicule qu'il conduit. C'est ainsi que le Code a prévu jusqu'à six genres de permis de conduire correspondant à 6 catégories de véhicules.

Par ailleurs la loi du 4 mars 1965 rend obligatoire l'assurance garantissant la responsabilité du conducteur d'un véhicule terrestre à moteur dont la puissance en cylindrée commence par 125 cm³.

A partir de ces exigences de la loi des problèmes se posent à ceux qui ne les respectent pas.

Le chauffeur Olou conduit le véhicule dont il est propriétaire alors qu'il n'a pas de permis et percute un arbre. Bien qu'assuré tous risques la compagnie d'Assurance refusera de le couvrir, car il ne bénéficiait pas de toutes les conditions pour que la garantie puisse jouer : il n'avait pas de permis de conduire.

Mieux le chauffeur qui a un permis de catégorie B par exemple et qui se trouve au volant d'un véhicule dont la conduite nécessiterait un permis de catégorie supérieure ne sera pas couvert par une assurance en cas de sinistre : ainsi le permis des poids légers n'est pas valable pour conduire les poids lourds. En tout cas s'il y a accident les assureurs n'accepteront pas d'indemniser les victimes.

La Cour Suprême a décidé le 29 mai 1969, en ce fondant sur un texte du 8 février 1965, de la non assimilation du permis de conduire militaire au permis civil, car "le permis militaire n'est valable que pendant le temps de présence du titulaire sous les drapeaux et pour la conduite exclusive des véhicules automobiles des armées de la ou des catégories indiquées." Un militaire démobilité doit, pour être couvert, faire valider son permis militaire par la Direction des Transports Terrestres.

Le défaut d'assurance est sanctionné d'une peine d'emprisonnement de 1 à 3 mois et d'une amende de 15.000 à 1.000.000 de francs ou de l'une de ces 2 peines. L'accident aggrave la faute et les peines sont plus fortes ; l'emprisonnement peut être de 4 à 6 mois et l'amende de 30.000 à 2.000.000 de francs.

Pour obliger les propriétaires et les conducteurs à circuler avec leurs attestations d'assurance la loi a prévu que même le défaut de présentation à la police d'assurance lors des contrôles est punissable d'une amende de 500 francs. Jusqu'à présentation de ce document le véhicule est mis en fourrière aux frais du propriétaire.

En cas d'accident causé par un véhicule non assuré, la victime peut faire prendre par le Président du Tribunal certaines mesures lui permettant de se faire payer sur les biens de l'auteur de l'accident. C'est ainsi que le véhicule, sur ordonnance du Président, peut être saisi en vue de la vente, ce qui permettrait d'indemniser la victime.

Pour faciliter les contrôles, les assureurs sont tenus de délivrer dans un délai maximum de 8 jours à compter de la souscription du contrat à leurs clients en même temps que l'attestation d'assurance un document destiné à être placé sur le véhicule.

Pierre Tonagnon

des enfants, des parents, des amis - et leur mission de lien familial, d'ordonnement des cérémonies - et leur sens de l'amitié et de la solidarité qui se manifeste dès qu'une joie ou un malheur survient

- et le sens de la plaisanterie qui constitue l'âme par excellence de la femme africaine dont la force de caractère et la gaîté ne peuvent manquer de surprendre dans notre monde "sous-développé" ou en "voie de développement"

Mais l'évolution de l'Afrique nécessite et provoque l'élargissement du domaine d'intervention de la femme. Engagée aux côtés de l'homme pour la bataille du développement culturel, social, économique, politique et religieux, elle n'en sera ni l'esclave soumise, ni le pâle reflet. Elle sera une partenaire à part entière consciente de la qualité particulière de sa contribution et désireuse d'accomplir sa mission.

A la charnière du monde africain traditionnel et du monde africain en

voie de création, les jeunes générations doivent être conscientes des valeurs positives du passé dont la sauvegarde épargnera à l'Afrique les drames individuels et sociaux des pays industrialisés.

Conscientes de tous ces problèmes et à la lumière d'une auto-critique constructive, les déléguées ont su relever les défauts de rigueur méthodologique qui ont fait que, bien souvent, elles sont passées à côté de l'idée-maîtresse du colloque : "ce recensement objectif des valeurs qui constituent la base des traditions africaines". Elles ont pour cette raison souhaité, dans l'unanimité, qu'un autre colloque leur permette de travailler dans ce sens pour que le vrai fonds africain anime, telle une sève, le grand édifice de l'Afrique moderne.

C'est pour cela que le colloque est un appel à l'espoir et une source de vie...

Colette Sènam Houéto
Lycée Béhanzin Porto-Novo

TELLE EST LA VÉRITÉ

(Suite de la première page)

La requête des évêques fut renouvelée le 2 septembre 1969, avant la tenue, au Palais de la République, de la réunion d'une Commission ad hoc chargée d'étudier le problème de la subvention à l'Enseignement privé...

Cette initiative reprise par le Gouvernement du Conseil Présidentiel aboutit à la création en juin 1971 de deux commissions paritaires - une pour l'Enseignement Privé Confessionnel et l'autre pour l'Enseignement privé laïc.

Le 20 avril 1972 au Palais de la République, le Chef de l'Etat d'alors annonçait la décision du Gouvernement en ce qui concerne le résultat des travaux de cette commission. A savoir :

1°) débloquer les subventions de l'Enseignement privé en tenant compte de la qualification des maîtres reçus depuis 1969 aux examens professionnels ;

2°) subventionner les nouvelles créations d'établissements privés régulièrement autorisés.

De l'analyse de l'allocation par laquelle le Chef de l'Etat annonçait les décisions énumérées ci-dessus, il ressortait que le Conseil Présidentiel n'avait nullement l'intention de tuer l'initiative privée dans le domaine de l'enseignement et surtout ! son espoir que la santé financière de l'Etat permettrait dans un proche avenir d'améliorer davantage les conditions matérielles des enseignants du secteur privé.

Notons que les responsables des Syndicats de l'Enseignement privé étaient aussi invités au Palais, mais pas en même temps que les responsables de l'Enseignement privé et les parents d'élèves.

À la suite de rencontres présidées le 20 avril 1972 par le Chef de l'Etat, les enseignants décidèrent d'une grève illimitée ;

SYNDICAT NATIONAL DES ENSEIGNANTS DES ECOLES CATHOLIQUES DU DAHOMÉY
SY.NE.CAD.

AUX
MEMBRES DE LA CONFERENCE
EPISCOPALE DU DAHOMÉY...

Excellences,

Réuni en Conseil extraordinaire d'Administration le vendredi 21 avril 1972 à la Bourse du Travail à Cotonou, le SY.NE.CAD, après analyse de la déclaration du Chef de l'Etat le 20 avril 1972, déclaration dans laquelle nous soulignons : "Cela implique de la part des Employeurs un effort moral et financier...", ce qui en d'autres termes veut dire que la solution de notre problème de Parité relève désormais de vous nos employeurs.

- Considérant la situation alarmante des maîtres des écoles catholiques, - Considérant que le problème des maîtres reste encore irrésolu,

Décide :

Une grève illimitée à partir du lundi 24 avril 1972 dans tous les Etablissements Catholiques du Dahoméy jusqu'au complet et concret règlement du problème.

Cette grève a duré du 24 avril au 19 mai 1972.

Depuis, les évêques du Dahoméy n'ont pas cessé de mettre le Gouvernement au courant, étape par étape, du conflit qui les oppose à leurs enseignants.

Car malgré la subvention de 60% à laquelle un appoint non négligeable est apporté par les contributions scolaires de plus en plus élevées, la caisse des Ecoles catholiques doit avoir recours à d'autres sources pour pouvoir "joindre les deux bouts". Et pour cause ! Ces petits exercices vous le direz :

Deux additions :

Enseignement primaire catholique garçons-filles, année 70-71 :

Subventions du Gouvernement.....167.869.409
Contributions scolaires.....41.002.951
Total.....208.872.360f.

Salaires du personnel
(1047 enseignants).....185.026.800f.
Charges sociales.....27.058.064
Entretien, frais de fonctionnement.....16.387.044
Mobiliers, constructions, dépenses extraordinaires.....9.105.190
Total.....227.577.098f.

Une soustraction :

227.577.098
- 208.872.360
18.704.738f.

Qui va payer les 18 millions et quelques qui manquent ? Les caisses du Vatican ? Certainement pas ! Les subventions romaines sont destinées uniquement à l'évangélisation directe ; soutien du personnel, centres de formation des cathéchistes, séminaires, constructions... et le montant de ces subventions va en diminuant.

Le règlement intérieur

Une première lettre en date du 28-4-1972 et signée par la Conférence Episcopale a été adressée au Président du Conseil Présidentiel. Elle expliquait les difficultés réelles rencontrées dans les écoles catholiques et l'impossibilité où se trouvait la Conférence Episcopale de continuer plus longtemps si les écoles catholiques ne bénéficiaient d'une aide plus substantielle et plus stable.

Il y était notamment précisé ce qui suit : " Depuis que les subventions sont versées globalement, les 60 % ne correspondent plus à la réalité. Ce que nous nous permettons de demander aujourd'hui pour nos enseignants c'est d'accepter le principe de la parité des salaires préconisé par la commission paritaire dans l'article 30 du projet de décret 315 PR/MEN, même si son application doit s'étaler sur quelques années..."

Cette lettre est restée sans réponse.

Le Bureau de l'Association des Parents d'Elèves a fait de même, dans une motion datée du 5-5-1972. Elle est restée également sans réponse.

Le 6-7-1972, les évêques du Dahoméy entourés d'une délégation des Parents d'élèves, rencontraient encore le Président de Conseil Présidentiel pour étudier avec lui la situation des écoles catholiques.

Au cours de cette rencontre, le Président du Conseil Présidentiel révélait le point de vue du Gouvernement :

Puisque c'est l'Episcopat qui a pris l'initiative d'ouvrir les écoles, c'est à lui de les réorganiser au point de vue des conditions matérielles et de la discipline ; le Gouvernement restant toujours disposé à continuer son aide.

Alors, conformément aux textes réglementaires en vigueur dans le

Code du Travail du Dahoméy, le règlement intérieur que voici a été rédigé et son acceptation par les enseignants est posée comme préalable à la reprise des classes. Car ce règlement intérieur tient compte de la spécificité du caractère de l'enseignement qui se dispense dans les écoles catholiques. Le Ministre de l'Education nationale et son Conseiller pour l'assistance technique en connaissant bien la teneur.

Titre I. - Dispositions générales

Article 1er. - Le présent Règlement intérieur est destiné à assurer la bonne marche des écoles catholiques, la discipline ainsi que l'hygiène et la sécurité du personnel enseignant. Il oblige tous les enseignants catholiques librement engagés au service de l'Enseignement Catholique.

Article 2. - Toute personne embauchée accepte, par ce fait, le présent Règlement Intérieur et déclare s'y soumettre entièrement. Il devient la loi des parties pour question non réglée par un texte légal ou réglementaire, par la Convention Collective, par le contrat individuel ou par l'usage.

Titre II. - Organisation du travail

Article 3. - Le Curé de la paroisse par lui-même ou par son Vicaire a le devoir de veiller au bon fonctionnement des écoles de sa paroisse. Le Directeur-Adjoint nommé par lui exerce ses attributions sous son autorité directe.

Article 4. - Les maîtres et maîtresses seront présents à leurs postes à la date fixée par la Direction Nationale de l'Enseignement Catholique.

Article 5. - Le personnel enseignant devra être présent à l'école au moins dix minutes avant l'heure de la rentrée.

Article 6. - Les retardataires devront se présenter au Directeur de l'école et lui faire connaître le motif de leur retard. Ceci doit être consigné dans un cahier ouvert à cet effet et tenu par le Directeur. Obligation est faite au maître retardataire de signer quel que soit le motif de son retard.

Article 7. - En aucun cas et sous aucun prétexte, le Directeur de l'école ou son Adjoint ne fera des remarques au personnel enseignant devant les élèves.

Article 8. - Le Directeur de l'école ou son Adjoint évitera de se livrer à des actes vexatoires à l'égard du personnel de l'école.

Article 9. - Le Directeur de l'école ou son Adjoint devra faire prendre connaissance au personnel de son école aussitôt reçues, des circulaires et des notes de service, qu'elles émanent du Ministère de l'Education Nationale et de la Culture, de la Direction Nationale, ou de la Direction Diocésaine de l'Enseignement Catholique.

Article 10. - Le Personnel est tenu de se conformer strictement aux ordres de service, aux prescriptions et consignes qui sont portés à sa connaissance, par notes de service ou par circulaires.

Article 11. - Le Personnel est tenu d'habiter dans la localité où est implantée l'école où il est en service.

Titre III. - Discipline du travail

Article 12. - Il est interdit au personnel de l'école :

- a) - de frapper les élèves.
- b) - de se livrer sans l'autorisation

préalable du Curé, à des collectes de fonds auprès des élèves ou de leurs parents.

- c) - de s'éloigner de l'école, sans autorisation, au cours des heures de travail. (les récréations sont comptées comme heures de travail).
- d) - de consacrer le temps de travail à des occupations étrangères au service (correspondances personnelles ou autres).
- e) - d'introduire ou de recevoir à l'école des personnes étrangères à l'école.
- f) - de manger, boire ou fumer pendant les heures de classe.
- g) - de se servir des enfants, au tout pendant les heures de travail, pour faire des commissions.
- h) - de faire, de laisser faire ou susciter tout acte de nature troubler la bonne harmonie du personnel.

Article 13. - Le Personnel enseignant est tenu :

- de veiller à la sécurité des élèves ;
- de préparer les leçons de catéchisme et de les donner aux heures prévues en se conformant aux directives paroissiales et diocésaines.
- d'interpréter et de lire les textes des offices lorsque cela est demandé.
- de contrôler les élèves, et de le surveiller effectivement avant et durant les offices.
- d'établir avec détail et soin les classes de chaque jour sur les fiches de préparation et de les présenter à la vérification du Directeur de l'école, de suivre les programmes et de faire travailler activement les élèves.

Article 14. - Compte tenu des sanctions prévues par la législation en vigueur, la Direction des Ecoles se réserve d'appliquer les sanctions suivantes en cas de fautes commises à l'intérieur de l'école ou en cas d'infraction au présent Règlement Intérieur :

- a) - Le non-paiement du salaire correspondant au temps perdu en cas d'absence non autorisée et non motivée
- b) - L'avertissement par écrit
- c) - Le blâme
- d) - La mise à pied de 1 à 8 jours
- e) - Le renvoi avec préavis et indemnité
- f) - Le renvoi sans préavis ni indemnité lorsqu'une faute lourde est retenue à l'encontre du travailleur.

Article 15. - L'avertissement écrit ou le blâme peut être infligé au personnel dans les cas suivants :

- a) - Retards réitérés
- b) - Mauvaise exécution du travail
- c) - Impolitesse à l'égard d'un membre du personnel
- d) - Absence non motivée à la surveillance des offices du dimanche.

Article 16. - La mise à pied sera infligée lorsqu'une des fautes énumérées ci-dessus présentera du fait des circonstances un caractère de gravité accentuée.

Article 17. - Le licenciement avec ou sans préavis et indemnité pourra être prononcé dans les cas suivants, après délibération du Conseil de discipline :

- a) - Lorsque l'employé ayant encouru deux avertissements écrits dans le délai de 3 mois commet une nouvelle faute justifiant la même sanction.
- b) - Lorsque l'employé mis à pied commet dans le délai d'un mois une nouvelle faute justifiant la

(Suite en page 5)

TELE EST LA VERITE

- (Suite de la page 4)
même sanction.
- c) - Lorsqu'il commet une des fautes énumérées ci-après :
 - Refus d'accomplir le travail commandé, d'obéir à des ordres, des fonctions normales.
 - Absence non motivée répétée ou prolongée.
 - Insubordination ou manque de respect caractérisé envers le personnel dirigeant.
 - Insulte, menaces, voies de fait ou actes immoraux à l'égard du personnel dirigeant ou des autres membres du personnel.
 - Prolongation non justifiée de congé payé.
 - Invitation des autres membres du personnel à la désobéissance.
 - Rixe dans l'établissement.
 - Vol ou abus de confiance, détournement de contributions scolaires.
 - Perception de fonds auprès des élèves ou de leurs parents, sous quelque prétexte que ce soit.
 - Toute conduite gravement reprochable au regard de la morale chrétienne.

Les énumérations ci-dessus ne sont pas limitatives. La Direction se réserve d'apprécier la gravité de toute faute commise et des sanctions à appliquer sous le contrôle éventuel des juridictions compétentes, notamment en cas de faute justiciable du licenciement sans préavis ni indemnité.

TITRE IV

HYGIENE ET SECURITE

Article 18. - Le personnel enseignant veillera à la propreté des salles de classe qu'il fera balayer, s'il le faut 2 fois par jour.

Article 19. - Les maîtres et maîtresses éviteront d'introduire dans les salles de classes tout objet ou substance susceptible d'incommoder les élèves ou de détériorer le mobilier et le matériel scolaires.

Article 20. - Le Directeur de l'école ou son Adjoint veillera avec beaucoup de soin à ce que les élèves atteints de maladie contagieuse soient exclus de l'école jusqu'à complète guérison constatée par un médecin.

Article 21. - Le Directeur de l'école ou son Adjoint veillera avec beaucoup de soin à ce que les élèves atteints de maladie contagieuse soient exclus de l'école jusqu'à complète guérison constatée par un médecin.

Article 22. - Chaque fois qu'un maître ou une maîtresse sera victime d'un accident au cours de son travail, déclaration en sera faite sur le champ au Directeur de l'école par l'intéressé.

La plus grande partie des enseignants refusèrent d'accepter ces règlements intérieurs.

Le 6 septembre 1972, une autre rencontre avec le Président du Conseil Présidentiel faisait le point de l'évolution de la situation des écoles catholiques depuis l'entrevue du 6 juillet.

Le 21 septembre 1972, l'évêque responsable des affaires scolaires alla en personne avec le Directeur National des Ecoles catholiques, prévenir M. le Ministre de l'Education Nationale, de l'impossibilité où se trouvait l'Episcopat d'ouvrir les écoles à la date du 25 septembre 1972.

Le 22 septembre 1972, un mémoire fut envoyé à M. le Président du Conseil Présidentiel en même temps qu'une lettre l'avertissant que, sauf dans le Borgou où tous les maîtres ont signé l'engagement de respecter le règle-

ment intérieur, les écoles catholiques ne pouvaient réouvrir leurs portes le 25 septembre 1972.

Pour éviter des désordres possibles, à la rentrée du 25 septembre 1972, Mgr l'Archevêque personnellement demanda à M. le Ministre de l'Education Nationale le 23 septembre 1972 de vouloir bien faire diffuser la nouvelle sur les antennes de Radio-Dahomey, pour prévenir les parents et les élèves. Mais rien ne fut fait, malgré les assurances données par le Ministre.

Enfin, le 28 septembre 1972, l'évêque responsable des écoles catholiques adressa au Président du Conseil Présidentiel un important dossier qui faisait le point de la situation des écoles, en précisant la position de l'Episcopat.

Le pseudo-dénouement

Les évêques attendaient la réponse à cette lettre, quand le soir du même jour a été diffusé sur les antennes de Radio-Dahomey le communiqué suivant :

"Le Conseil des Ministres, après avoir entendu une communication du Ministre de l'Education Nationale sur la situation qui prévaut dans l'enseignement privé catholique, a décidé de faire rouvrir, dès lundi prochain, tous les établissements d'enseignement primaire catholique.

A cet effet, la gestion du personnel et des locaux de ces établissements sera confiée à des conseils d'administration siégeant à différents niveaux : à savoir : niveau national, départemental et sous-préfectoral. Ces conseils d'administration rassembleront chaque fois des représentants du Ministère de l'Education Nationale, des pouvoirs publics, des parents d'élèves, des enseignants pris parmi les membres du syndicat et des représentants de la direction nationale de l'enseignement catholique.

Les pourparlers en cours au niveau des responsables de l'enseignement catholique et des enseignants se poursuivront afin d'aboutir, dans les meilleurs délais, à un accord en ce qui concerne la convention collective devant régir le personnel de cet ordre d'enseignement".

Comme on le voit, aucune allusion n'était faite au vrai problème qui oppose les responsables des écoles primaires catholiques aux enseignants : le refus par ces derniers de signer l'engagement de respecter le règlement intérieur qui concerne la spécificité même des établissements primaires catholiques.

Ce communiqué était assorti d'une déclaration du Ministre de l'Education Nationale faisant état des 153 millions concédés annuellement au seul Enseignement Catholique du 1er degré. Lisez plutôt :

Déclaration du Ministre de l'Education Nationale

"Depuis quatre jours, sur ordre de la direction nationale de l'enseignement catholique, les écoles primaires catholiques sont fermées et, pour plus de 48.500 élèves, la rentrée scolaire n'a pas eu lieu.

La situation ainsi créée est extrêmement grave puisqu'elle compromet la scolarité d'un grand nombre d'enfants alors que l'Etat verse annuellement 153 millions pour le seul enseignement catholique du premier degré.

Le Ministre de l'Education Nationale informe les autorités administratives et les parents d'élèves des décisions prises au conseil des Ministres jeudi 28 septembre 1972.

1° - Toutes les écoles primaires catholiques ouvriront le lundi 2 octobre à 8 heures.

Le Ministre de l'Education Nationale demande à tous les chefs d'établissements qu'ils soient laïcs ou confessionnels, de respecter ces instructions en ouvrant les classes. Il invite les enseignants du premier degré à reprendre leur travail à cette date et les parents d'élèves à envoyer leurs enfants dans les établissements et classes autorisés à fonctionner.

2° - Des conseils d'administration sont créés au niveau des communes, des sous-préfectures et des départements. Ces conseils d'administration présidés par les représentants des pouvoirs publics assistés des instituteurs primaires, comprendront des parents d'élèves, des représentants syndicaux et de la direction nationale de l'enseignement catholique. Ils ont pour attribution d'assurer la gestion provisoire des écoles primaires catholiques.

3° - Des instructions sont données pour que reprennent les pourparlers entre employeurs et employés jusqu'à la signature de la convention.

Le Ministère de la Fonction publique et du Travail arbitrera.

Il n'a pas fallu plus que cela pour que les commentaires fusent de toutes parts. "C'est bien fait pour les curés". "Les curés ne peuvent plus détourner les subventions accordées aux enseignants" et que sais-je encore ?

Les Sectaires du Ministère de l'Education Nationale ont applaudi : ils ont réussi leurs manigances eux qui n'ont jamais rien compris au contenu posi-

tif et dynamique de la notion de cité de l'Etat". A leur intention relevons ce passage du discours prononcé par Mgr Luc Sangaré Arch. de Bamako lors de la signature de la convention entre le vnement de la République du Mali la Conférence Episcopale du Mali Maître d'Enseignement :

"L'idée de "Laïcité" renferme d'abord, un souci d'universalité. L'Etat tient à cœur de donner à ses enfants une chance égale de "motion culturelle et sociale.

Il y a, de plus, la volonté de "mouvoir les personnes" sans lui "ou bafouer les consciences".... donc, la "Laïcité de l'Etat" ne s'écrit pas chez nous, à notre conscience, "Ignorance de la Religion". Elle est plutôt la prise en considération du fait de "la très grande pluralité des options religieuses" : prise en considération "permet à l'Etat de faire régner la concorde et la paix parmi les citoyens".

Tant que nous accepterons qu'étrangers, experts en Conseil technique, ignorant tout de la réalité sociologique et historique du Dahomey nous imposent des systèmes qu'ils n'ont pas à installer chez nous, nous continuerons nous aliéner culturellement et socialement. Osons le dire tout net : il n'y a pas de temps que les hommes qu'il faut soient à la place qu'il faut.

Et puis ces 153 millions qu'on se plait à clamer sur tous les toits qu'ils ne représentent-ils au juste par où l'école primaire catholique ?

Subvention allouée en 1970-1971 les salaires des 1047 enseignants (Suite en page)

Directement d'Orly et du Bourget

Toutes destinations - Bonne arrivée garantie

Poussins Lebrester Chair

2 kg. à 10 semaines



STARCROSS - Ponte intensive - 300 œufs annuels - Races pures SUSSEX, BLEU HOLLANDE, NEW HAMPSHIRE, RHODE ISLAND, Gros Pekins et croisements LAPINS GEANTS du Bouscat - 6 kg. - Le seul consommable à trois mois.

ELEVAGE DU MOULIN - 77 - Marles-en-Brie (France)

Couvoir de 130 000 œufs

- Prix dégressifs au détail - sous service 10 semaines et au détail, définitif, après avis.

LA PAROISSE

(Suite de la page 2)

au cours des cérémonies de consécration de l'église.

Le jour tant attendu

Le 1er octobre 1972 marque la fin d'une période de longue attente fait d'alternative d'espoir et de scepticisme. En effet le long cheminement des travaux de la nouvelle église qui ont connu des hauts et des bas n'est pas resté sans susciter certain découragement chez les fidèles ; c'est ce qui explique l'explosion de joie ponctuée d'ovations durant les cérémonies de consécration, mais n'a pas empêché les fidèles de suivre dans un grand recueillement les différentes phases du rite consécatoire. Inutile de souligner que malgré ses respectables dimensions, l'église s'est révélée trop petite pour la circonstance.

D'une pierre en deux

La consécration terminée, la messe concélébrée qui a suivi, est en même temps celle qu'attendent depuis longtemps les Cotonnois de Mgr Sastre après son élévation à l'Episcopat,

tandis qu'elle donne à l'abbé Ehouzou l'occasion d'offrir prémices liturgiques.

L'Apothéose

Dans la vaste cour de la mission les cérémonies et messe ont fait à des réjouissances aussitôt après agapes. C'est un ensemble de communion dans l'allégresse jubilé tout l'après-midi au s tam-tam "Mi sen Mawu" et Xo s dont le rythme frénétique et env emporte dans des pas de danse ex sive les fidèles, les prêtres, religieuses qui se sont surpas s souples. Danser "Mi sen Maw Xo se hun" est un art tant le requièrent une certaine soup pour être harmonieux ! C'est, les prêtres et religieuses ont d tré, attestant ainsi que malgré état ils restent intimement li peuple qu'ils conduisent. C'es que l'authenticité n'est pas un mot et que Retour à la source puiser les valeurs morales d nobles et pures traditions, éle moteurs de notre dévotion, est valable que les meilleurs formul étrangères.

André Po

NECESSITE D'UNE RENOVATION DE LA POLITIQUE FRANÇAISE DE COOPERATION

(Suite de la première page)

africains de voir réaménager l'ensemble de la zone franc.

Il y a trois mois déjà, c'est le ministre des affaires étrangères mauritanien qui transmettait à M. Pompidou un message de M. Mokhtar Ould Daddah demandant, au nom du parti du peuple mauritanien, la révision des accords franco-mauritaniens. En mars dernier, reçu à l'Élysée, le Commandant Marien Ngouabi, président de la République populaire du Congo faisait part de son intention d'obtenir l'aménagement de certains accords de coopération passés entre Paris et Brazzaville. Deux conventions étaient visées : l'accord de coopération culturelle et technique et l'accord en matière de politique étrangère. Au sujet de cette affaire, le porte-parole des dirigeants de Brazzaville, dans son commentaire hebdomadaire écrivait : "Après plus d'une dizaine d'années d'expérience, les responsables politiques d'Afrique se rendent compte, en effet, que les choses ne doivent plus rester au point où elles étaient au début de l'accès à la souveraineté. L'évolution du monde commande une libre gestion des intérêts d'un pays par les fils du pays. La révision dont on parle est donc incontestablement dictée par l'évolution historique des rapports entre jeunes Etats et grandes puissances..."

M. Ahomadégbe, président du Conseil présidentiel du Dahomey, repoussait récemment, à la question d'un journaliste de "La Croix" du Dahomey, l'idée d'une révision proprement dite. Il admettait cependant une "adaptation des accords à l'avenir et leur renforcement". C'est aussi le point de vue du président gabonais, Albert-Bernard Bongo. Ainsi dans la plupart des capitales d'Afrique noire, on estime aujourd'hui que les propos chaleureux tenus par M. Georges Pompidou à l'occasion de ces deux tournées n'ont été suivis d'aucune décision concrète. Les dirigeants de ces pays ne peuvent être indifférents ou amorphes d'autant plus que certains d'entre eux ont à faire face à de sérieuses protestations. Leurs opposants critiquent avec force le maintien des liens avec la France qui limitent la souveraineté de leur pays.

Le terme "Coopération" cache-t-il quelque chose ?

Que cache-t-on au juste derrière ce terme de "coopération" qui recouvre à part la Guinée de Sékou Touré, l'ensemble des pays africains placés sous domination française ? La décennie qui vient de s'écouler a vu la naissance de plusieurs Républiques africaines au sud du Sahara. Parmi elles celles de l'empire colonial français qui ont accédé à la souveraineté internationale. Les rapports définis dans le cadre des accords de coopération, d'aide et d'assistance technique, placent les Etats africains sous la tutelle de la France.

Sur les plans monétaire et financier, les arérogatives sont entre les mains de la France : ce qui est bon pour la France est bon pour les autres partenaires de la "zone franc". En août 1964, le franc français a été dévalué. Les partenaires africains ont été mis devant le fait accompli. Placés devant une décision unilatérale, les Africains n'avaient plus qu'à s'incliner. Ainsi, tout le monde supporte les fantaisies du franc. Seulement, en France, périodiquement, le pouvoir d'achat de la population est relativement ajusté au coût de la vie. Dans la plupart des Etats africains, les salaires sont

bloqués depuis 1961, au nom d'une politique d'austérité conseillée par des experts français.

Sur le plan militaire, la France dispose un peu partout, en Afrique (sauf en Haute Volta, en Guinée, au Mali et au Cameroun) de bases militaires prêtes à rétablir l'ordre. Ces exemples pris parmi tant d'autres connus de tous, ne sont qu'une illustration partielle des rapports que la France entretient avec les pays africains. Au-delà d'accords spéciaux, on peut douter de la valeur réelle de l'aide octroyée. Car elle n'est pas désintéressée et constitue une ristourne à une certaine fidélité politique.

Les capitaux investis sont plus rentables pour les prêteurs. Parce que tous les bénéfices vont en métropole au lieu d'être investis sur place. De même leur affectation est fixée par ceux qui les possèdent au départ, l'achat des biens d'équipement doit s'effectuer chez le prêteur, même si les conditions d'achat sont meilleures ailleurs. Pourtant on a parlé de croissance. Il faut reconnaître qu'elle n'a existé qu'en certains endroits. Nous empruntons à Jacques Vignes la description qu'il en fait :

"... Au Gabon d'abord, où le produit intérieur a pratiquement doublé en dix ans, mais sans que cette augmentation profite vraiment à l'ensemble des populations ; en Mauritanie, où les 70 % de hausse (par rapport à un revenu moyen de 20.000 francs CFA) sont dus pour l'essentiel, à l'exploitation néo-coloniale des mines de fer de Fort-Gouraud ; en Côte d'Ivoire, avec une croissance de l'ordre de 65 % ; au Togo, grâce au développement de l'industrie phosphatère ; et, dans une moindre mesure, au Congo et au Cameroun. Mais cette "croissance" reste essentiellement artificielle.

"Partout ailleurs, c'est la stagnation, quand ce n'est pas la récession pure et simple, particulièrement sensible au Dahomey, au Niger, en Haute Volta, à Madagascar et même au Sénégal, où les 74.000 francs de revenu par tête de 1970 représentent un pouvoir d'achat nettement moindre que les 47.000 francs de 1960.

"Déception d'autant plus vive que, pendant la même période, un effort important a été entrepris dans le domaine de la production, et en particulier de la production agricole, celle dont l'impact sur le niveau de vie des populations est le plus direct.

"En dix ans, la production de coton, pour l'ensemble des quatorze pays, est passée de 183.000 à 375.000 tonnes, celle de cacao de 144.000 à 322.000 ; celle de café de 224.000 à 413.000. En 1960, les coupes de bois s'élevaient à 2.770.000 m³. Elles avaient atteint 6.600.000 m³ en 1970. En revanche, l'arachide, le palmiste, et la banane stagnaient, mais, dans l'ensemble, les exportations passaient de 4,7 millions de tonnes à 26 millions, soit une augmentation de l'ordre de 530 % mais ne correspondant en fait, qu'à une hausse en valeur de 190 %, compte non tenu de l'érosion monétaire et ne suffisant toujours pas à couvrir le montant des importations qui n'a pourtant, de son côté, progressé en valeur que de 160 % (8,24 milliards CFA). Ce qu'on appelle pudiquement la dégradation des termes de l'échange, et qui représente en fait une surexploitation du travail africain, apparaît ici dans toute sa netteté..."

Le renvoi des conseillers soviétiques en Egypte montre la difficulté des rapports entre un pays en voie de développement et une puissance qui lui apporte son aide. L'hebdomadaire du Front de

Libération National algérien "El Moudjahid" critique violemment la coopération franco-africaine dans un article publié récemment dans lequel il dénonce "la stratégie d'un néo-colonialisme avide, dépourvu de toute morale et de tout sentiment humain, car la France ne fait rien pour aider à évoluer... La France se moque de l'industrialisation et du développement de ces Etats".

Des malentendus pèsent, des craquements se font jour dans le sous-bassement de la coopération à la veille du second périple 1972 africain de M. Pompidou qui doit le conduire, en novembre prochain, en Haute-Volta, au Togo et au Dahomey. Il est indéniable qu'ils soient dissipés pour un nouveau départ. Mais une simple révision suffirait-elle à apaiser les esprits ? Qu'on le veuille ou non, le système mis en place et qui faisait partie intégrante de la décolonisation est dépassé. Il est évident qu'on essaye de la reconstituer sous une autre forme. Ce qui veut dire que la politique française de coopération qui remonte au rapport Jeanneney, au lendemain des indépendances des anciennes colonies basées sur les principes et les règles nouvelles d'un nouveau type de rapports entre ces Etats, a besoin d'un réajustement inévitable.

L'étude de M. Gorse à ce sujet en est une preuve. Domage qu'elle ne soit pas rendue publique comme celle du premier novembre. Gorse lui, fait le point d'une décennie de coopération. Empreint d'un plus grand réalisme, un même esprit et une même inspiration soufflent dans les deux rapports, puisqu'il respecte des personnalités africaines et malgaches, le développement de ces jeunes Républiques servent de points d'appui, de références et d'objectifs à cette politique. Voici ce qu'en conclut Luc Roy dans le mensuel "France - pays Arabes".

"... Le rapport Gorse, présente un certain nombre de nouveautés ; notamment dans sa première partie où il souligne la nécessité d'un développement économique des pays aidés. Désireux de faire face à la progression démographique de ces Etats, l'accent est mis sur le problème de l'emploi. Pour l'auteur, l'élargissement des possibilités d'emploi est

lié non seulement à l'industrialisation, mais aussi à la modernisation de l'agriculture. Soucieux de ne pas exclure du développement les populations agricoles, il propose l'extension des cultures vivrières locales, en vue de la reconquête du marché urbain par cette agriculture traditionnelle.

"Un tel effort doit aller de pair avec une aide aux industries exportatrices dans le cadre plus large d'une nouvelle division internationale du travail. Il convient de souligner les mérites de cette proposition qui devrait permettre aux pays nouvellement indépendants de réinsérer leur économie dans celle du monde. Cette initiative est, en effet, susceptible d'aider ces pays, venus tardivement dans le contexte de la concurrence mondiale, à rattraper les retards accumulés sur les grandes puissances industrielles. Tels semblent être aussi les vœux de la CENUCED et de nombre d'organismes spécialisés des Nations Unies.

"Les difficultés toutefois, d'une politique réaliste proviennent du fait qu'elles exigent une révision couraueuse des orientations actuelles de l'aide française. Dans cette perspective une rénovation de la coopération culturelle et technique s'avère nécessaire : il ne s'agit plus, comme par le passé, de créer un chômage intellectuel, en reproduisant nos propres schémas scolaires et universitaires, au reste inadaptés dans ces pays, mais de susciter la formation d'enseignements nationaux et d'encourager les formes nouvelles d'enseignement conçues par les Africains eux-mêmes.

"A cela doit s'ajouter une révision non moins déclinante des objectifs et des modalités de l'aide aux investissements ; trop souvent liée à la préoccupation de promouvoir les exportations françaises de biens d'équipement, la coopération financière devrait obéir, désormais aux seules priorités des pays bénéficiaires, ce qui implique aussi une renonciation au principe de l'aide liée. Le rapport Gorse recommande encore une extension de la coopération à un plus grand nombre de pays, c'est-à-dire un redéploiement de notre aide et une augmentation de l'aide publique, ainsi que des engagements de notre côté au sujet de la participation à des programmes pluriannuels, permettant à ces gouvernements de prévoir et par là même de planifier leurs investissements.

"La dernière partie de ce rapport n'est pas moins importante que les premières puisque elle traite de la réforme des structures administratives de l'aide française. Afin d'assurer un maximum d'efficacité à cette politique de coopération, ses rédacteurs ont, en effet, pris conscience qu'une structure administrative unique, destinée à harmoniser cette politique d'aide s'impose. La vocation de la France en Afrique, les engagements français dans le tiers monde et l'unité des problèmes de coopération entre l'Europe et le tiers monde justifient à n'en pas douter la création d'un ministère du Développement. Voyons ce que dit le rapport à ce sujet : "Dans l'état actuel des divisions de responsabilités ministérielles et de complexité de l'organisation administrative, il est très difficile au gouvernement d'assurer une orientation générale de la politique d'aide au développement, à plus forte raison presque impossible d'obtenir que des décisions prises au jour le jour respectent un dessein d'ensemble".

"Suggérée dans le précédent rapport, cette idée avait jadis soulevé une objection : celle de nuire à l'ho-

(Suite en page 10)

AVEC...
FOUCAUD
toujours dispos

véritable
friction miracle
"COUP DE FOUET"
contre la fatigue

LAB. Lucienne Lucade
56 Fg St-Honoré - PARIS 8°
Toutes pharmacies - Maisons de Commerce

DES MOISSONNEURS POUR LE CHAMP DE LA PLUS BELLE SEMENCE !

Lors du discours d'ouverture du symposium des évêques de l'Afrique de Madagascar en 1969 à Kampala, S.E. Paul le cardinal Zoungana disait : "d'abord, disons-le clairement, notre être propre ne doit pas nous être contraire de dehors, l'Evangile est un germe de vie et l'Eglise de l'Afrique doit se développer et se construire elle-même grâce à sa propre vitalité... c'est à elle-même à se définir ses objectifs et ses priorités apostoliques". Et sa Sainteté le pape Paul VI ne disait-il pas à Kampala aussi : "Vous Africains, vous êtes désormais vos propres missionnaires..."

Etre vos propres missionnaires : c'est dire que vous Africains vous devez poursuivre la construction de l'Eglise sur le continent". Quel honneur ! Quelle noble tâche ! Quelle noble mission qui désormais est la nôtre ! Et que nous faut-il pour efficacement y faire face ? Il nous faut sans doute beaucoup de prêtres et de religieuses autochtones, entourés de laïcs avertis (bien préparés).

Face à cette réalité, Dieu a plus d'une fois visité cette année, notre Eglise, notre pays le Dahomey. C'est ainsi qu'après le sacre et l'intronisation de Mgr Sastre, quatre prêtres autochtones ont été ordonnés, les Soeurs Petites Servantes des Pauvres et les Soeurs de St Augustin " toutes autochtones " ont tenu dans la paix leur premier chapitre général. Nous avons également enregistré au niveau de ces deux Congrégations l'entrée au noviciat de 6 jeunes dahoméennes et plusieurs vœux dont 3 perpétuels chez les Petites Servantes des Pauvres. Partout, les cérémonies souvent simples ont été émouvantes. Partout et dans la joie, invités, curieux, parents et amis, évêques, prêtres, religieuses et que sais-je encore enfiorent les élus du temps. Et dans des assises mémorables, c'est plutôt de la lumière du Saint Esprit et de la grâce de Dieu que nous parlerons. Louange donc à Dieu.

Professions religieuses petites servantes des pauvres !

Ont fait leur entrée au noviciat le 7 septembre à Calavi :

Angèle Amoussou, d'Allada
Madeleine Hounoukon, de Cové

Ont fait leurs premiers vœux :

le 8 septembre, à Calavi :

Soeur Louise Aloysia Lalèye, de Ouidah
Soeur Antonette Dohou, de Calavi
Soeur Adélaïde Assogba, de Ouidah

Ont fait leurs vœux perpétuels

Le 8 septembre, à Calavi :



La Soeur Micheline Adjomayi, fille de Agbassou Adjomayi et de Anne Sènou est née le 17 février 1938 à Konouhou (Paroisse de St). Elle a fait son Entrée au postulat des Petites Servantes des Pauvres le 25 août 1960. Prise d'habit le 8 septembre 1961. Les premiers vœux le 22 août 1964. Et le 8 septembre 1972 à Calavi, elle a fait sa profession perpétuelle.

La Soeur Marie Laetitia Oloukoundé est née vers 1944 à Kétou. Elle a fait son Entrée au postulat des Petites Servantes des Pauvres le 26 août 1962. Prise d'habit le 8 septembre 1965. Et le 8 septembre 1972 à Calavi elle a fait sa profession perpétuelle.

La Soeur Marie Regina Tossou fille de Martin Tossou et de Thérèse Houkpatin est originaire de Saxwè Houéyogbé. Née le 11 juillet 1942 à Akodéha, elle a fait son Entrée au couvent des Petites Servantes des Pauvres le 14 août 1961 et son Entrée au postulat le 25 août 1961. Prise d'habit le 8 septembre 1962. Les premiers vœux le 22 août 1964. Et le 8 septembre 1972 à Calavi, elle a fait sa profession perpétuelle.

Soeurs de St Augustin

Ont fait leur entrée au noviciat, le 2 septembre à Sakété :

Laure d'Almeida, du Diocèse de Cotonou
Josephine Kébi, du Diocèse de Cotonou
Servie Zonon, du Diocèse de Cotonou

Julie Ntcha, du Diocèse de Natitingou

Ont fait leurs premiers vœux, le 28 août, à Comé :

Soeur Régina Adjajohoun,

1^{er} Chapitre général des sœurs petites servantes des pauvres

Après cinquante-huit ans d'existence, après la prise en main de notre destinée, au lendemain du providentiel Vatican II, notre Congrégation s'est sentie interpellée par le mouvement actuel de renouveau, d'aggiornamento, commencé depuis une décennie.

Les événements de notre temps, l'évolution de la société contemporaine, les problèmes propres à notre pays dans l'ordre humain, social ou religieux nous ont sensibilisés à l'impulsion de l'Esprit donnée à l'Eglise aujourd'hui, et nous nous sommes interrogées sur notre identité, et tout spécialement sur l'incarnation des constitutions dans notre vie. Car consciemment ou obscurément nous avons ressenti la nécessité d'une révision, d'une recherche sérieuse de l'esprit des Fondateurs pour une mise à jour vraiment efficace.

Afin de réaliser pareille entreprise il fallait le travail et l'autorité du Chapitre général.

A cet égard la Congrégation s'est donc ménagée des travaux d'approche des étapes indispensables à la préparation d'une telle assemblée.

Préparation du chapitre général

Les travaux d'examen des constitutions qui remontent à 1954, ont concerné chaque Soeur et chaque Communauté de la Congrégation. Des réunions multipliées ont permis aux Soeurs de répondre à des questionnaires, de faire des suggestions, d'adresser des critiques aux constitutions de 1954. Une intense activité s'est donc déployée dans la réflexion et la recherche individuellement et collectivement.

Le chapitre général

Ouvert solennellement le 2 août 1972, notre premier chapitre général a pris fin le 26 août 1972, après vote et adoption des nouvelles constitutions, et la mise sur pied des différentes structures.

Dès le départ des travaux, conscientes de l'importance de l'immense tâche à accomplir et du nombre que nous sommes dans notre Institut, cent deux actuellement, les 21 capitulantes impriment aux nouvelles constitutions un caractère post-conciliaire.

Résultat du chapitre

L'un des tout premiers résultats et qui fait date dans l'histoire de notre Congrégation, c'est la mise sur pied d'une structure de commande qui désormais prend effectivement en mains les destinées de notre Congrégation. Ce document, en nous faisant accéder à notre propre autonomie, exige que nous prenions conscience de nous-mêmes et acceptons de travailler la main dans la main pour un meilleur devenir de notre Institution en vue d'un service authentique du Christ dans la personne de nos frères et en particulier de nos frères les "Pauvres".

Ci-après la composition de cette structure de commande :

Supérieure Générale : Mère saturnine

du Diocèse de Cotonou

Soeur Justine Amédan,

du Diocèse de Lokossa

Soeur Antonette Dossou,

du Diocèse de Lokossa

Soeur Madeleine Zoumarou,

du Diocèse de Natitingou.

Plusieurs autres vœux d'un an sont également enregistrés au niveau des deux congrégations religieuses.

Alapini.

1^{ère} Conseillère et assistante :

Soeur Marie-Jeanne Gandah

2^{ème} Conseillère :

Soeur Rose Noumonvi

3^{ème} Conseillère :

Soeur Martine Mensah

4^{ème} Conseillère - Economie générale :

Soeur Marie-Bernard Bada

5^{ème} Conseillère : Soeur Placida

Secrétaire générale : Soeur Marie-Colette Ahondokpé

Maîtresse des Novices :

Soeur Christine Graça

Et c'est ainsi que notre Congrégation prend un nouvel essor pour un meilleur service de l'Eglise et de nos frères.

NDLR : Le chapitre général est comme l'assemblée générale. Il est donc l'instance suprême où se prennent les importantes décisions concernant la vie des congrégations religieuses. Canoniquement il se tient tous les 6 ans.

Soeurs Petites servantes des Pauvres

Les anciens combattants d'Afrique

La Société Mutuelle de Retraité des Anciens Combattants informe les anciens combattants d'Algérie, Tunisie, Maroc, titulaires du "Diplôme de Reconnaissance de la Nation" ainsi que les ayants-droit des militaires "Morts pour la France" en Afrique du Nord, que le Décret du 15 juin 1972 a déterminé leurs conditions d'adhésion aux caisses mutualistes pour se constituer une rente annuelle de 1.200FF et déterminé le taux de la subvention d'Etat qui leur sera allouée.

Toute la documentation indispensable sera gratuitement adressée à tous ceux qui s'adresseront ou en feront la demande - contre timbre - à la "Mutuelle Retraite des Anciens Combattants" 68 Chaussée d'Antin Paris 9^{ème}, sans aucun engagement ni obligation d'adhérer.

11^e Congrès des cheminots

Les 29 et 30 août 1972, le SYNCODANI, Syndicat des Cheminots de l'Organisation Commune Dahoméenne Niger dont le siège social est à Cotonou, a tenu dans les locaux du Centre de Formation Professionnelle, pavés aux couleurs nigériennes et dahoméennes, son 11^{ème} congrès ordinaire. Sur les pancartes installées pour la circonstance dans la salle pittoresque on pouvait lire : I - Prolongement voie ferrée - Modernisation du Matériel - Projets prioritaires. II - L'unité des Cheminots - Force du Syndicat.

Le secrétaire général sortant, M. Aigbé Ahojo Albéric après deux mandats, a présenté un rapport volumineux et optimiste de 17 pages. Ce rapport moral d'activités et de perspectives d'avenir de l'entreprise, fut aussi le discours d'accueil des honorables invités.

Après lecture et adoption du rapport financier, les commissions : des statuts et règlements intérieurs - des finances et des oeuvres sociales - de politique générale, des revendications et résolutions - furent mises sur pieds.

A l'issue de leurs travaux, un nouveau bureau exécutif de 13 membres avec à sa tête M. Agbahi Grégoire secrétaire général a été élu.

Nicolas Adangmitonon

ILS SONT QUATRE

L'Eglise dahoméenne compte 4 prêtres autochtones de plus.

En effet, les 15 juillet, 12 et 26 août, 10 septembre 1972 au Dahomey, les Abbés Alexis Massolokoron, Jacob Dékoun, René-Marie Ehouzou et le frère Marie-Epiphanie Mensah connu sous le nom de Mensah Emmanuel, ont reçu le sacerdoce ministériel.

- Né en 1941 à Djiébé (Ouémé) l'Abbé Alexis Massolokoron est entré au petit séminaire de Ouidah en 1958. Le 15 juillet dernier en la cathédrale de Porto-Novo, il fut ordonné prêtre après avoir franchi les différentes étapes du sacerdoce.

- Le Frère Marie-Epiphanie est quant à lui né à Abidjan le 8 novembre 1936. Au lieu du séminaire les premiers jours, il a plutôt commencé à travailler à Abidjan aux Chemins de fer. Venu au Dahomey après les émeutes d'octobre 1958 d'Abidjan, il a repris son travail à l'OCDA à Cotonou. Après son service militaire à Parakou et après mûres réflexions pour avoir vu des gens en souffrance dans plusieurs domaines, il a demandé une mise en disponibilité de 5 ans en 1962 pour rejoindre le séminaire de vocation d'afinés à Flocellière en Vendée. Admis au noviciat des Franciscains à Quimper en 1965, il y restera jusqu'en 1966. A Tours, il fera deux années de philosophie puis ensuite aller à Strasbourg où en 1968 - 1969 il fit des études théologiques. Et de 1969 à 1972, il se retrouvera en Côte d'Ivoire et cette fois-ci au séminaire inter-diocésain d'Anyama.

Décidé comme il était, il vit ses efforts couronnés le 12 août dernier à Agoué, devant parents et amis..., par son ordination sacerdotale.

- Né vers 1943, l'Abbé Jacob Dékoun est originaire d'Agoninkanmey. Après ses études primaires il prit le chemin du séminaire. De 1959 à 1966, il fit le petit séminaire Ste Jeanne d'Arc et de 1966 à 1972 le grand séminaire de Ouidah. Après les différentes étapes sacerdotales, il s'est vu conférer le sacerdoce ministériel le 26 août dernier à Grand-Popo.

- L'Abbé René-Marie Ehouzou premier d'une famille chrétienne est né le 12 avril 1944. Dès 1955, il est allé flâner ce qu'est le séminaire. Décidé, il fit officiellement son entrée au petit séminaire Ste Jeanne d'Arc au cours de l'année scolaire 1959-60. Il y restera jusqu'en 1966. Cette même

PREMIER CHAPITRE GÉNÉRAL DES SŒURS DE ST AUGUSTIN

La Congrégation des Sœurs de St Augustin au Dahomey se propose comme but premier, la gloire de Dieu par la sanctification de ses membres. Et pour cela, elle veut se consacrer à l'évangélisation et à la pastorale en vue de la promotion humaine et chrétienne de notre société africaine, plus spécialement de la femme par l'éducation et les œuvres sociales.

Il y a quatre ans, Rome, dans sa sagesse habituelle, ne nous accordait qu'à titre d'expérience, le droit de nous organiser et de vivre selon le projet de Constitutions que nous

avons proposé. Durant ces premières années, nous nous sommes regardés vivre en Communauté, découvrant par nous-mêmes et dans le concret, tout ce que cela peut comporter de joies mais aussi d'exigences et de soucis. C'est en nous appuyant sur cette expérience que nous avons voulu nous remettre en question et prendre un nouveau départ.

Le Chapitre réuni à Cotonou du 8 au 25 août dernier, était donc à la fois, un chapitre d'affaires et d'élections. Et nous pouvons dire qu'il fut surtout un temps de prières, de réflexion et de recherche.

De prière d'abord, car l'œuvre qui nous rassemblait n'est pas une œuvre humaine; c'est l'œuvre de Dieu pour lequel nous sommes toujours des instruments imparfaits. Il nous fallait donc prier, invoquer sur nos assemblées l'Esprit de lumière et de vérité, afin que, malgré nos limites humaines Dieu soit le principal artisan du travail qu'il nous confiait.

Un temps de réflexion aussi, car l'histoire de l'Eglise nous prouve que Dieu a toujours voulu avoir besoin des hommes. Pour cela, il nous revenait de faire loyalement, généreusement, et chacune selon ses possibilités, ce qui dépendait de nous pour que notre Famille religieuse connaisse l'aggiornamento souhaité par le Concile, soit assise sur des bases solides et reparte pour des lendemains toujours plus heureux. Et si l'on a pu dire que la vie commune est, dans la vie religieuse un miracle permanent, on peut dire que c'en est un aussi que le spectacle d'une assemblée de femmes diverses par leurs origines et divertissantes par leur tempérament, discutant à leur aise dans la franchise et le respect de la charité fraternelle. C'est dans ce climat que nous avons repensé, discuté et modifié nos Constitutions article par article, révisé point par point la pratique de nos vœux de Religion, étudié le problème primordial de la vie de nos communautés. Les résolutions et les solutions

adoptées le furent toujours à la quasi-unanimité.

Un temps de recherche également. Ceux qui en ont l'expérience reconnaîtront tous que c'était là, une aventure audacieuse. Pour notre part nous savons en qui nous avons mis notre confiance, et le Christ ne nous a pas déçues. A travers nos petites, notre "toute faiblesse", il a su faire la lumière, raffermir notre foi. C'est la conviction de sa présence agissante parmi nous, Filles de St Augustin, nées d'hier et riches de notre pauvreté, qui nous a donné le courage d'envisager une telle entreprise sans reculer.

Nos erreurs ont été sans doute nombreuses, mais quelle mère e voudrait à son enfant qui chancelle, tombe parce que, encore incertain dans l'art de marcher ?

Et puis, nous n'étions pas seules. Qu'il nous soit donc permis de dire publiquement notre reconnaissance aux Evêques du Dahomey et tout particulièrement à S. Excellence Monseigneur Adimo Archevêque de Cotonou, de remercier le Révérend Père Vincent Adjahonoh notre Supérieur Ecclésiastique ceux-là qui ont su nous aider de leurs conseils, nous guider, nous inspirer et nous rassurer. Nous voudrions aussi remercier tous ceux qui, de près ou de loin, ont prié avec nous durant ces grandes assises. C'est à eux tous que nous devons la grâce qui nous ont valu le bon déroulement de ce premier chapitre général, ce passage que nous et nous, de l'Esprit du Seigneur purifie et unit les cœurs.

Chapitre d'affaires, le premier chapitre général de notre congrégation étant aussi un chapitre d'élections. Pendant les quatre premières années, le Supérieur général élu canoniquement l'Archevêque de Cotonou. La première Supérieure Générale de l'institut n'avait donc qu'un pouvoir délégué par l'Archevêque. Le chapitre devait donner à la Congrégation, une Supérieure Générale par les Religieuses elles-mêmes. Devaient être élues également quatre Conseillères pour former avec le Supérieur responsable de la Congrégation, l'équipe de direction. Les résultats des votes donnèrent la suivante : La Supérieure Générale : Mère Marie Virginie de Souza l'assistante générale : Sœur Marie Florent Mensah ; les 3 conseillères générales : Sœur Catherine Kouage Sœur Marie-Cyprienne Quenum Sœur Marie-Pauline Gbèha.

Ainsi Organisée, la Congrégation des Sœurs de St Augustin est appelée à l'autonomie. Autonomie mais non une quelconque indépendance. C'est pourquoi, aujourd'hui comme hier nous affirmons notre soumission filiale à Monseigneur l'Archevêque de Cotonou notre cher et vénéré Père.

Sans vouloir entrer dans le détail nous pouvons dire que les résolutions du chapitre général pour notre Congrégation se résument à ceci : retourner à la source de toute vie religieuse c'est-à-dire à l'Esprit de l'Evangile de Jésus-Christ dans une vie de prière et de charité, de service et de dévouement à nos engagements de Congrégation.

Ceci est tout un programme et un programme exigeant. Voilà pourquoi au moment de repartir pour une nouvelle étape, nous nous tournons vers la communauté des chrétiens et vers tous les hommes de bonne volonté afin que, par leur prière, leur soutien moral et leur générosité, leur soutien religieux ne déçoivent jamais l'espérance de l'Eglise d'Afrique.

SŒURS DE ST AUGUSTIN



De gauche à droite : l'Abbé Alexis Massolokoron, le frère Marie-Epiphanie Mensah, les Abbés Jacob Dékoun et René-Marie Ehouzou.

AU SYMPOSIUM DE KAMPALA :

" L'ENGAGEMENT DU LAÏC DANS LA CROISSANCE DE L'EGLISE ET LE DEVELOPPEMENT INTEGRAL DE L'AFRIQUE "

Le grand Séminaire de Gaba, près de Kampala en Ouganda, s'est réunie le 13 au 18 août la troisième assemblée plénière du S.C.E.A.M. (Symposium des Conférences Episcopales de l'Afrique et de Madagascar). Elle a pour thème central : " L'ENGAGEMENT DU LAÏC DANS LA CROISSANCE DE L'EGLISE ET LE DEVELOPPEMENT INTEGRAL DE L'AFRIQUE ".

Mgr Neubuga, archevêque de Kampala, S.E. Idi Amin Dada, président de la République de l'Ouganda lui-même, Mgr Gantin envoyé spécial du Saint-Siège et le Cardinal Zoungura qui se sont succédés à la tribune ont tour à tour souligné l'importance du rôle du laïc dans la société et l'urgence de sa collaboration aux côtés de la hiérarchie catholique.

C'est à NN. SS. Tshibangu, directeur de l'université nationale du Zaïre et Sarpong de Kumasi (Ghana) qui ont dû révéler l'insigne honneur de l'histoire des thèmes des orientations du symposium regroupant quelque 70 participants venus de 40 pays.

Dans son exposé Mgr Sarpong pose la question pertinente : " La réunion pan-africaine de l'Apostolat des évêques d'Accra (1971) fut-elle seulement un succès, basé sur un jugement diplomatique ? " Les évêques sont insensiblement priés de prendre conscience des problèmes des laïcs car comment satisfaire les laïcs si les Evêques ignorent ce qu'ils veulent. Mgr Sarpong suggère la présence des laïcs à tous les niveaux des institutions pastorales. Cette présence des laïcs est l'expression du véritable esprit de la " direction démocratique " conforme à notre culture africaine et chrétienne religion dont les valeurs chrétiennes sont enterrées dans les moeurs du passé de l'Afrique. Dans sa vision sociale l'Africain est ravi quand une responsabilité lui est confiée. Les pasteurs doivent renoncer à l'habitude de faire appel aux mêmes personnes pour solliciter l'assistance, car il ne s'agit pas de solliciter. Le respect, doit continuer le prêtre est une autre valeur africaine. Avec une juste compréhension de ces valeurs, les laïcs africains se rallieront sous leur chef religieux dans la lutte contre les forces opposées à la cause du Christ. L'exploration notamment la façon anti-africaine et antichrétienne dont certains entre les évêques exercent leur pouvoir. L'évêque doit écouter son conseil et l'homme de la rue car l'autorité est une propriété collective. Un dialogue effectif est nécessaire, exigeant une attitude charitable, de confiance mutuelle, d'humilité et de confiance productive. Cet esprit critique chez les Africains consiste dans l'apport aux traits les plus élevés des reli-

gions traditionnelles africaines : nous avons toujours eu en Afrique une religion qui, dans ses fondements, était presque chrétienne.

Pour les évêques africains il s'agit d'écouter les appels des laïcs, réunis à Accra en août 1971, sur leurs problèmes sociaux, économiques, religieux et politiques.

Mgr Sarpong félicite les diocèses audacieux qui ont adopté " une voie africaine de prêcher les sermons ". Les évêques, selon lui, doivent rechercher avec les laïcs les voies de faire du christianisme une réalité significative dans leur vie quotidienne. L'évêque devait affirmer : " Ces discours sur le développement et toute tentative de l'Eglise pour le développement ne peuvent être qu'inutiles car la justice et la liberté viendront si le christianisme, au lieu d'être pratiqué devient désormais vécu ".

Il compare les rites des religions traditionnelles aux rites chrétiens pour ensuite dire que la naissance, l'accession à l'âge adulte et la mort, rites de passage, doivent constituer des valeurs riches à employer dans la formation de nos laïcs. L'évêque Sarpong ignore pas les différences profondes existant entre ces rites de passage et les sacrements et met en garde contre les analogies superficielles possibles. Il insiste sur la signification sociale des religions traditionnelles africaines comme résidant dans la croyance que les conséquences néfastes du non-respect des règlements divins et des ancêtres peuvent affecter toute la société.

L'Abbé Rubamanyi, curé de la paroisse universitaire du Campus de Kinshasa (Zaïre), a présenté l'exposé de Mgr Tshibangu, empêché, dans lequel il a tracé du point de vue théologique et anthropologique en cinq thèmes les grandes lignes de l'engagement. Le prêtre zaïrois rappelle d'abord le message de Paul VI au congrès pan-africain des laïcs, tenu à Accra en 1971, qui souligne le double engagement du laïc africain : approfondir la vocation propre aux laïcs, qui est de chercher Dieu à travers la gerance des choses temporelles ; et pour tous les Africains l'engagement dans le développement de l'Afrique parce qu'ils sont membres de la cité terrestre.

Mgr Tshibangu fait remarquer que le développement de tout l'homme est solidement lié à la race humaine toute entière. L'humanisation englobe la libération de la famine, de la maladie et de l'ignorance, de même que l'émancipation de toute servitude et domination. Dans ce contexte de toutes les dimensions humaines, Mgr Tshibangu propose alors ses cinq thèmes :

1° - A la lumière du Concile et des situations particulières des Eglises d'Afrique, l'Eglise, comme peuple de Dieu sous la mouvance de l'Esprit-Saint, n'est pas appelée seulement à travailler à sa propre croissance intérieure, mais à l'achèvement et à la libération du monde dans et selon le Christ, à la gloire de Dieu le Père.

2° - L'homme créé à l'image de Dieu se réalise dans l'histoire en transformant le monde par son travail selon l'Esprit du Christ. C'est donc l'homme africain concret, enraciné dans son histoire et la culture, racheté par le Christ, qui doit affirmer que ses réalités terrestres et culturelles sont bonnes parce que touchées par le mystère de l'Incarnation.

3° - Tous sont appelés à réfléchir sur les événements dont l'histoire de leur peuple est tissée, pour découvrir les valeurs humaines propres à chaque groupe social, pour y déceler aussi les tentations et le péché qui sont autant d'appels à regarder vers l'unique Sauveur. La parole de Dieu appelle personnellement et communautairement les Africains. Cette parole de Dieu conteste toutes nos ambiguïtés et toutes les injustices qui menacent le travail pour la justice, l'amour et la paix entre les hommes.

4° - L'Eglise n'est pas seulement orientée vers sa propre croissance, mais elle est aussi sacrament de l'achèvement du monde dans le Christ. La présence active des chrétiens dans le monde africain devra faire valoir davantage la logique intégrale de la foi chrétienne opérant la libération de l'homme par Jésus-Christ.

5° - " En s'engageant dans la croissance et le développement intégral de l'Afrique, les laïcs chrétiens sont des acteurs responsables appelés à contribuer à l'établissement de bonnes et fructueuses relations entre l'Eglise et les Etats Africains qui se construisent. Tout en insistant sur le rôle et le sens civique de tous les citoyens dans la vie de la communauté politique, nous devons noter qu'il est d'une haute importance dans une société de type pluraliste, que l'on ait une vue juste des rapports entre la communauté politique et l'Eglise ; que l'on distingue entre les actions des fidèles en leur nom propre comme citoyens par leur conscience chrétienne et les actions qu'ils mènent au nom de l'Eglise, en union avec leurs pasteurs ".

Formation des laïcs

Le deuxième groupe de travail avait eu à s'occuper de la " formation des laïcs pour leur engagement dans la croissance de l'Eglise et le développement intégral de l'Afrique ". L'exposé de Mgr Sipendi dans ce sens est une réflexion profonde sur la situation actuelle du problème qui donne également des voies à suivre pour l'avenir.

S'agissant de la formation pour " l'engagement ", " la croissance " et " le développement " intégral, l'exposé du prêtre a été axé sur ces trois objectifs auxquels il ajoute quelques observations au sujet d'autres aspects intéressants de la formation.

L'engagement

Mgr Sipendi, déclare que les évêques sont concernés par l'engagement des laïcs puisque " les laïcs ne pour-

ront jamais pleinement se donner à l'apostolat si nous ne prouvons pas, par une activité effective que nous soutenons leur engagement dans notre commun Apostolat ".

La co-responsabilité réserve aux laïcs des tâches que le clergé ne peut accomplir, spécialement dans le milieu social.

La formation pour la croissance

Mgr Sipendi fait une distinction entre croissance extérieure ou quantitative qui demeure un souci légitime de l'Eglise, c'est-à-dire la consolidation des chrétiens et l'approfondissement de leur foi.

La formation pour le développement intégral

Selon le prêtre, le développement intégral exige une approche intégrée de la vie. En Afrique trop de fidèles ont tendance à placer différents aspects de leur vie dans des compartiments sans qu'il existe pour eux des rapports entre ces compartiments. Il s'agit de former les laïcs en citoyens chrétiens qui agissent en conséquence dans tous les aspects de leur vie.

Le développement intégral exige le développement de toute la personne humaine.

Aspects particuliers de la formation

Mgr Sipendi affirme que tous les chrétiens ont besoin d'être formés, mais certains doivent recevoir en plus une formation spécifique. Cette formation doit tenir compte actuellement des sources employées : la Bible, les croyances traditionnelles, les textes de Vatican II et les encycliques papales. Le contenu de la formation envisagée doit aider nos populations à " s'ouvrir sur le monde moderne " à " donner toute sa valeur à leur culture africaine ", à en absorber " les connaissances techniques et scientifiques " et à " permettre le développement de valeurs humaines et morales ".

Selon le prêtre, la méthodologie à employer doit conduire à mûrir les chrétiens pour qu'ils agissent par conviction. Le catéchuménat, les écoles, les sermons du dimanche, les Mass Media, sont autant d'occasions pour former les laïcs. Mis à part évêques, prêtres, enseignants, les parents sont les premiers éducateurs des enfants.

L'évêque Sipendi termina son discours en déclarant : " Le Saint-Esprit est le principe de vie dans l'Eglise et en dernier lieu c'est lui qui déterminera le type de formation que recevront nos chrétiens pour la croissance de l'Eglise et pour le développement intégral de l'Afrique ".

Le prêtre évoque la formation des chrétiens et la croissance de l'Eglise ne dépendent pas des méthodes d'action adoptées par les évêques eux-mêmes ? N'est-ce pas dans ce sens que Mgr Adimou, archevêque de Cotonou, se demandait au cours de son homélie du 16 août 1972 à Kampala, quels efforts déploient les évêques pour le recrutement sacerdotal. Sont-ils proches de leur clergé autochtone et missionnaire ? Sont-ils vraiment Pères ou simplement chefs ou Seigneurs ? Sont-ils hommes de dialogue, vraiment disposés à investir toute la somme de patience, de compréhension avec l'angle d'ouverture requise aujourd'hui ?

(à suivre)

LA CROIX DU DAHOMEY

Rédaction et Abonnements
La Croix du Dahomey
B. P. 105 - Tél. 39-19

Comptes :
12-76 CCP
35.030.416 G B I A O

COTONOU

Directeur de la Publication
Ernest MIHAM
Dépôt légal n° 445

Nous remercions tout spécialement les personnes qui donnent un

Abonnement de soutien : . . . = 1.000 à 2.000 CFA (20 à 40 F)

Abonnement de bienfaiteur : . . . = 2.000 à 3.000 CFA (40 à 60 F)

Abonnement d'amitié : . . . = 3.000 CFA et plus (60 F et plus)

Changement d'adresse : . . . = 50 CFA

Ordinaire : . . . = 600 CFA

Avion : . . . = 1.100 CFA

Dahomey : . . . = 700 CFA

Côte d'Ivoire, Haute-Volta, Niger : . . . = 700 CFA

Mauritanie, Sénégal, Togo : . . . = 700 CFA

Gabon, Tchad, Congo (Brazza) : . . . = 700 CFA

Cameroun, RCA : . . . = 14 F.

France : . . . = 1.000 CFA

Nigeria : . . . = 1.000 CFA

Congo-Léopold, Kenya : . . . = 1.000 CFA

Europe (moins la France) : . . . = 1.000 CFA

Amérique (Nord-Centrale-Sud) : . . . = 1.000 CFA

IMP. CENTRALE - COTONOU



monde - ainsi va le monde - ainsi va



TELLE EST

(Suite de la page 5)

écoles catholiques primaires : 167.869.405 francs.

Un élève du primaire catholique coûte à l'Etat par an :

167.869.409 : 43.722 élèves = 3.839f.

Et si les millions vous font rêver comme on a su le faire sur les antennes de la radio, que diriez-vous du milliard :

Budget de l'éducation nationale pour l'enseignement primaire public année 1970-71 (personnel 2.456 enseignants) plus matériel... 1.446.254.000frs.

Un élève du primaire public coûte à l'Etat par an :

1.446.254.000 : 116.545 élèves = 12.409frs.

Prompte réaction

Face à cet état de choses, l'Episcopat dahoméen a adressé au Président du Conseil Présidentiel la lettre que voici, en date du 29 septembre 1972 :

"Monsieur le Président,

"L'Episcopat dahoméen a appris à la radio, comme tous les citoyens, la décision unilatérale prise par le Gouvernement en Conseil des Ministres d'ouvrir, sous la gestion provisoire" de Conseil d'Administration, les "Ecoles Catholiques, le lundi 2 octobre 1972, à 8 heures.

COOPERATION

(Suite de la page 6)

mogénéité de la diplomatie française. En réalité la spécificité et l'importance de ces problèmes de développement bien qu'ils s'intègrent dans le contexte plus vaste de nos affaires étrangères, justifient une adaptation de nos structures, si elles se veulent tant soit peu opérationnelles. Les vives réactions de divers ministères à cette perspective ne s'expliquent que par la crainte d'une redistribution des compétences dont ils feraient les frais ; au reste seules les vérités demeurent confidentielles ; quoi qu'il advienne, on ne peut éternellement en faire fi, puisque le temps se conjugue avec elles.

Le pays africains trouveront dans ce nouveau rapport-cadre des possibilités plus concrètes de mener à bien leur développement, par là, réduire l'exploitation dont ils sont sujets. Ils doivent savoir, se souvenir que désormais la coopération ou l'aide doit favoriser la création et le développement d'ententes régionales offrant un cadre élargi à l'industrialisation. Toutes les actions qui la conditionnent doivent alors constituer un tout, sinon l'effet recherché ne serait obtenu que dans une part infime.

Le Gouvernement français fait la sourde oreille aux demandes officielles exprimées. Ou a une attitude ambiguë dans le cas du Niger par exemple. Le rapport Gorse remet le problème dans la bonne perspective et fait entrevoir des lignes d'action qui éviteraient un affrontement entre la France et ses meilleurs partenaires de la coopération franco-africaine. Il est indispensable d'en saisir l'occasion pour que les menaces de malentendu soient dissipées pour une coopération renouvelée.

Ernest-Charles Mihami

"Il n'a jamais été question pour nous de pénaliser les enfants à propos d'un conflit social et encore moins de nous en servir comme un moyen de chantage ou de pression : nous en avons donné la preuve lors de la grève qui a duré du 24 avril au 19 mai 1972 et qui a gravement compromis - cela est certain - l'avenir de bien de nos enfants qui étaient en période d'examen. Nous étions alors seuls avec les parents d'élèves à lutter pour que nos enfants ne soient pas livrés à la rue.

"Malgré toutes les démarches entreprises auprès de vous ou auprès du Ministre de l'Education Nationale, soit par l'Archevêque en personne, soit par l'Evêque délégué aux affaires scolaires et malgré l'important dossier adressé hier même (28-9-72) au Président du Conseil Présidentiel en Conseil des Ministres, nous sommes mis en face d'une situation de force qui est une nationalisation de fait de nos établissements scolaires. Par souci de paix sociale nous nous inclinons devant cette décision.

"Pour nous la rentrée scolaire 1972-1973 était subordonnée au règlement d'un conflit précis portant sur le principe même de la spécificité de nos écoles. En l'absence de toute garantie pour l'éducation chrétienne à donner aux 49.000 enfants qui nous sont confiés par les parents, nous dégageons toute responsabilité à l'égard de tous établissements primaires, secondaires et techniques jusqu'alors catholiques du Dahomey et l'Episcopat retire de ces établissements le personnel religieux jusqu'ici en fonction.

"Par le même courrier, nous transmettons en retour, au Trésorier-payeur, en un chèque bancaire n° 1.648.308/BNP Cotonou, la somme de 18.946.440 (dix huit millions neuf cent quarante six mille quatre cent quarante), représentant les subventions ordinaires pour le paiement du mois de septembre des maîtres de l'enseignement primaire et technique et le rappel des indemnités de reclassement des maîtres diplômés du primaire, le personnel du secondaire étant déjà payé pour tout le troisième trimestre 1972.

"Daignez agréer, Monsieur le Président du Conseil Présidentiel, l'expression de notre très haute considération.

La Conférence Episcopale du Dahomey

Qu'en penser

Pour nous laïcs catholiques ou non qui envoyons nos enfants dans les écoles catholiques, nous visons plus que l'enseignement qui y est dispensé : nous sommes préoccupés de l'éducation. L'éducation qui y est donnée à nos enfants nous satisfait généralement. Et loin d'être une cause d'ennui pour l'Etat ou de vouloir faire concurrence aux écoles publiques, les écoles catholiques, il faut le reconnaître objectivement, ont un style qui plaît et qui crée l'émulation entre toutes les autres écoles. Cela n'est-il pas positif ?

C'est pourquoi nous disons que les écoles catholiques constituent un des aspects les plus importants de l'œuvre sociale de l'Eglise. Nous catholiques nous y tenons de toutes nos entrailles, car animées de l'esprit chrétien ces écoles communiquent la sagesse chrétienne.

Mais comme leur finalité est le bien commun national, nous ne nous sommes jamais opposés à ce que l'Etat contrôle l'enseignement et l'éducation qui y sont donnés.

Sur l'insistance personnelle du Chef de l'Etat, l'Episcopat revenant en partie sur sa lettre du 29/9/72 et bien que les accusations infamantes portées sur les prêtres et les religieuses à propos des écoles primaires atteignent aussi en tant que responsables du secondaire, a repris en main les établissements secondaires qu'il gérait. Mais jusqu'à quand cela va-t-il durer ?

Les problèmes qui se sont posés dans le primaire vont certainement se rencontrer aussi dans le secondaire. Surtout des difficultés financières.

Et si ces établissements secondaires ont pu, cahin-caha, tenir le coup jusqu'ici, c'est essentiellement parce que le corps enseignant de ce secteur est constitué en majorité de prêtres, de religieux, de religieuses et de coopérateurs. Or leur nombre diminue au fil des années et les difficultés augmentent parce qu'il faut les remplacer par des laïcs.

Est-il encore besoin de souligner que ces établissements scolaires catholiques n'ont jamais eu à bénéficier d'une quelconque subvention au titre de budget de fonctionnement ou d'équipement ?

Aussi voudrions-nous que l'avenir soit assuré à ces écoles secondaires. Et c'est dans ce sens que nos évêques, et c'est dans ce sens qu'elle a suscité

LA VÉRITÉ

ont travaillé avec le Chef de l'Etat au cours des rencontres des 6 et 12 juillet 1972 - rencontres empreintes de franchise, de sincérité et d'esprit de collaboration - car l'enseignement catholique est victime d'un sectarisme caractérisé de la part du Ministre de l'Education nationale.

Sans parler de la discrimination qui existe depuis la Réforme Scolaire au niveau des élèves dans l'attribution des secours scolaires et de l'octroi des bourses d'études supérieures, dans les propositions des sujets d'examens et la participation de nos professeurs aux jurys de correction, les collèges catholiques sont ignorés avec mépris malgré l'existence de textes officiels.

Chaque fois que nous avons ouvert la bouche pour expliquer cela aux détracteurs, ils cessaient de nous écouter tant ils sont attachés à leurs mensonges et à leurs préjugés avec un zèle de limiers, l'Eglise catholique étant pour eux "l'ineffable diamant noir impropre à la consommation".

Un laïcisme sournois a trop longtemps empesté notre éducation nationale. Il est temps d'y mettre fin.

Qu'en dit le Conseil Présidentiel

Au cours de sa réunion hebdomadaire du lundi 23 octobre, il s'est longuement penché sur la situation qui prévaut dans l'enseignement privé catholique. Dans le souci de préciser la position du Gouvernement, le Conseil Présidentiel a décidé de publier la déclaration ci-après

"Le 28 septembre 1972, le Gouvernement a pris la décision de faire ouvrir les écoles primaires catholiques qui n'avaient pas effectué la rentrée scolaire à la date prévue en

raison du conflit qui opposait enseignants catholiques à leur direction. Des conseils d'administration ont été alors créés pour gérer provisoirement ces écoles

"Cette décision du Gouvernement a été considérée par la Conférence Episcopale, comme une nationalisation des écoles catholiques et c'est pourquoi l'Episcopat a pris la grave décision de retirer des établissements scolaires dont il avait la responsabilité, tout le personnel ecclésiastique et religieux. Un grand tendu éclata ainsi entre le Gouvernement et l'Eglise.

"Pour dissiper le malentendu, le 6 octobre 1972, au cours de la rencontre, le chef de l'Etat a expliqué le sens qu'il convenait de donner à la décision du Gouvernement. Cette décision, dictée, par le seul souci d'assurer la rentrée des élèves des écoles et d'éviter ainsi une crise sociale, ne signifiait nullement une nationalisation des écoles catholiques. Après avoir souligné combien il a toujours apprécié le service rendu à l'enseignement par l'Eglise catholique au Dahomey, le chef de l'Etat a demandé aux responsables de reprendre leurs écoles et d'œuvrer à une normalisation de la situation.

"L'Episcopat, de son côté, a expliqué les raisons qui l'ont acculé à prendre sa décision et a mis l'accent sur la grave atteinte portée à la réputation de l'Eglise catholique par cette mesure du Gouvernement et les commentaires qu'elle a suscités

"Au cours de cette rencontre, les explications utiles ont été données de part et d'autre et les problèmes posés, surtout pour le secondaire, ont été clarifiés. Le chef de l'Etat a demandé aux responsables de reconsidérer leur position au moins dans l'immédiat, en ce qui concerne les établissements secondaires. Une assurance formelle donnée par le président que les problèmes posés à propos de ces établissements seront réglés dans les meilleurs délais, et que tout sera en œuvre pour que soit pratiquée une politique de laïcisme, mais une politique de véritable laïcité qui respecte des opinions et des consciences.

LES CHOSSES EN ETAIENT

Les choses en étaient là quand octobre 1972 à 15 heures, alors nous étions sous presse, Radio-Moye cessa ses émissions du jeu des enfants pour communiquer au Peuple dahoméen la proclamation militaire finissant l'existence du Conseil Présidentiel, de son gouvernement et des institutions mises en place lui. Affaire à suivre donc.

Chaque semaine vous pouvez gagner 75 millions F. CFA. LE GROS LOT à chaque tirage hebdomadaire est prévu à 470 millions de F.CFA en 150 à 168000 à répartir entre les gagnants. Sans attendre, tentez votre chance à la LOTERIE NATIONALE 2 Carnets de 10 dixième : 3250 F CFA 1 Carnet : 1750 F CFA 1/2 Carnet : 1000 F CFA (envoi recommandé, liste tirage officielle) ABONNEZ-VOUS GROUPEZ-VOUS VOUS MULTIPLIEZ VOS CHANCES. Détaillez vos commandes aux talons des mandats et chèques adressés à : MME DESMARTON 45-BOISSEAUX (Loire) CCP Paris 1.671.36 675 en 810 ou 960 millions F. CFA etc. d'après les fantastiques tranches spéciales ATTEIGNANT 125 MILLIONS F. CFA. Participation immédiate et renseignement contre 400f. cfa. Ecrivez d'urgence en joignant 450 F.